

BIBLIOTHEQUES SANS FRONTIERES

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

60 rue Mazarine

75006 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

BIBLIOTHEQUES SANS FRONTIERES

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

60 rue Mazarine
75006 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association BIBLIOTHEQUES SANS FRONTIERES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association BIBLIOTHEQUES SANS FRONTIERES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable concernant la première application des règlements comptables ANC n° 2022-06 et n°2023-03 décrits dans le paragraphe "1.2 Changement de réglementation comptables" de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus

élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 26 juin 2026

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Yves GUYARD

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similai...	235 589	170 833	64 757	17 002
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				24 355
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels	266 592	202 597	63 995	129 144
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations	974 477		974 477	973 463
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	267 000		267 000	
Prêts				
Autres immobilisations financières	117 114		117 114	115 186
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	1 860 772	373 430	1 487 342	1 259 150
STOCKS ET EN-COURS	146 986		146 986	385 506
Matières premières et autres approvisionnements	110 683		110 683	385 506
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes	36 303		36 303	
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	292 446		292 446	145 154
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	6 955 973		6 955 973	10 430 758
Charges constatées d'avance	86 546		86 546	72 534
Valeurs mobilières de placement	153		153	153
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 159 701		1 159 701	2 889 832
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	8 641 804		8 641 804	13 923 937
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	10 502 576	373 430	10 129 146	15 183 087

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise	1 950 000	1 950 000
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 950 000	1 950 000
Écarts de réévaluation		
Réserves	628 961	628 961
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	628 961	628 961
Report à nouveau	-1 230 178	35 551
Excédent ou déficit de l'exercice	-800 587	-1 265 729
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	548 195	1 348 782
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	548 195	1 348 782
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	881 986	827 256
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	881 986	827 256
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	318 324	239 233
Emprunts et dettes financières diverses	32 392	12 562
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	497 300	1 161 591
Dettes issues de legs ou de donations		
Dettes fiscales et sociales	837 732	597 872
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	278 380	380 272
Produits constatés d'avance	6 734 837	10 615 518
TOTAL DETTES (IV)	8 698 965	13 007 049
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	10 129 146	15 183 087

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 047	4 490
Ventes de biens		1 640
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	456 227	287 305
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	6 863 112	6 564 853
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	428 427	540 694
Mécénat	750 986	1 277 683
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières	4 048 668	3 322 656
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	854 474	2 011 216
Autres produits	175 798	28 176
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	13 578 740	14 038 714
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	207 954	145 375
Variation de stocks	276 929	-225 084
Autres achats et charges externes	6 424 255	7 274 210
Aides financières	1 063 429	1 603 085
Impôts, taxes, et versements assimilés	497 934	502 843
Salaires	3 195 674	3 278 153
Cotisations sociales	1 226 835	1 297 393
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	84 247	69 065
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés	909 204	827 256
Autres charges	285 682	429 269
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	14 172 144	15 201 565
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-593 404	-1 162 850
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 510	13 302
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change	19 928	47 599
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	27 438	60 901
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	127 886	69 681
Différences négatives de change	106 734	88 441
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	234 621	158 122
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-207 183	-97 222
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-800 587	-1 260 072
Produits exceptionnels (V)		
Charges exceptionnelles (VI)		5 657
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-5 657
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	13 606 178	14 099 615
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	14 406 765	15 365 344
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-800 587	-1 265 729
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	2 444 159	2 013 118
Prestations en nature	224 322	378 708
Bénévolat	92 415	90 739
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2 760 896	2 482 565
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	2 444 159	2 013 118
Prestations en nature	224 322	378 708
Personnel bénévole	92 415	90 739
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2 760 896	2 482 565

Annexes des comptes

Introduction

Bibliothèques Sans Frontières se donne pour mission de promouvoir partout dans le monde l'accès à l'information, à la culture et à l'éducation pour tous, par l'appui aux bibliothèques sous toutes leurs formes et aux filières du livre, par la conception d'outils de diffusion de l'information et de l'éducation, par la création de ressources et de contenus pédagogiques et par la formation des porteurs de projets culturels et éducatifs.

Pour financer ses actions, BSF fait appel à la générosité du public, ainsi qu'aux subventions privées et publiques. Elle œuvre en collaboration avec les organismes internationaux, les gouvernements ou autorités locales, les organisations publiques ou privées, et les collectivités nationales ou régionales. Elle utilise, pour ses activités, les compétences de professionnels de la culture, de l'éducation, des technologies de l'information et de la communication ou du management ainsi que d'enseignants, de chercheurs et d'universitaires. BSF s'exprime par divers moyens, notamment des conférences, réunions et le plaidoyer afin d'informer et sensibiliser le grand public, les donateurs, et les différentes institutions, françaises et internationales.

Le résultat annuel de l'association pour 2025 est en déficit de 801 K€.

1. 1. Règles et méthodes comptables du bilan

1.1. Hypothèses de base

Les comptes de l'Association ont été établis dans le respect des conventions comptables de base et notamment les principes suivants :

- Principe de prudence ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Continuité d'exploitation ;
- Indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par les règlements ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022 et ANC N°2023-03 du 7 juillet 2023 relatifs aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus et ses règlements modificatifs ainsi que les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2. Changement de réglementation comptable

Les règlements ANC n°2022-06, homologué le 30 décembre 2023, et n°2023-03, homologué le 7 juillet 2023, modifient le Plan comptable général et s'appliquent à compter du 1er janvier 2025. Notamment, ils modifient la définition du résultat exceptionnel, suppriment la technique des transferts de charges et modifient les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ces règlements.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Ces évolutions constituent un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan comptable général. Le changement comptable en résultant s'impose à l'entité et n'a pas à être justifié.

1.3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de

réalisation (prix d'achat et frais accessoires, hors coûts de formation). Elles sont généralement amorties sur une période comprise entre 3 et 5 ans.

1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations situées en France sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément.

Les dotations aux amortissements qui en découlent figurent en dotations aux amortissements d'exploitation dans le compte de résultat.

Les véhicules et les ordinateurs, qui subissent une usure accélérée, ainsi que les constructions et équipements, qui n'ont pas vocation à être conservés, sont comptabilisés directement dans les comptes de charges des pays d'interventions ou amortis sur la durée de leur financement.

Etat des immobilisations

		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	193 091		42 498
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		6 111		-
Installations générales agencements aménagements divers		6 120		-
Matériel de transport		200 918		-
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		53 443		-
TOTAL		266 592	-	-
Autres participations		973 463		1 014
Autres titres immobilisés		-		267 000
Prêts, autres immobilisations financières		115 186		7 925
TOTAL		1 088 649	-	275 938
TOTAL GENERAL		1 548 333	-	318 436

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation - Valeur d'origine fin exercice
		Poste à Poste	Cessions		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL			235 589	235 589
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			-	6 111	6 111
Installations générales agencements aménagements divers			-	6 120	6 120
Matériel de transport			-	200 918	200 918
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			-	53 443	53 443
TOTAL		-	-	266 592	266 592
Autres participations			-	974 477	974 477
Autres titres immobilisés				267 000	267 000
Prêts, autres immobilisations financières			5 997	117 114	117 114
TOTAL		-	5 997	1 358 591	1 358 591
TOTAL GENERAL		-	5 997	1 860 772	1 860 772

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	151 735	19 098		170 833
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		6 111	-		6 111
Installations générales agencements aménagements divers		6 120	-		6 120
Matériel de transport		81 696	61 667		143 363
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		43 522	3 482		47 004
TOTAL		137 449	65 149	-	202 598
TOTAL GENERAL		289 184	84 247	-	373 431

1.5 Stocks

Les stocks concernent les stocks de matériel et outils (Ideas Box, Ideas Cube, matériel informatique, etc.) dédiés aux projets.

Stocks de matières et de marchandises

Les stocks de matières et de marchandises concernent les marchandises entreposées par

BSF et ses partenaires logistiques (en particulier Bioport) et destinées à être utilisées sur les terrains d'intervention de BSF. Ils se composent de stocks de marchandises et d'outils propres aux activités de BSF. La grande majorité de ce stock est composé des Ideas Box et des Ideas Cube.

1.6 Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

Etat des créances et dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	117 114	117 114	
Autres créances clients	292 446	292 446	
Personnel et comptes rattachés	2 243	2 243	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 549	7 549	
Impôts sur les bénéfices	-	-	
Taxe sur la valeur ajoutée	99 324	99 324	
Groupe et associés	1 413 784	549 313	864 471
Débiteurs divers	5 433 073	5 433 073	
Charges constatées d'avance	86 546	86 546	
TOTAL	7 452 078	6 587 607	864 471

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes et crédits à 1 an maximum à l'origine	218 788	42 500	176 288	
Emprunts et dettes financières divers	32 392	32 392		
Fournisseurs et comptes rattachés	497 300	497 300		
Personnel et comptes rattachés	108 224	108 224		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	485 025	485 025		
Autres impôts taxes et assimilés	230 227	230 227		
Autres dettes	545 941	545 941		
Produits constatés d'avance	6 734 837	6 734 837		
TOTAL	8 852 735	8 676 447	176 288	-

Aucun prêt n'a été souscrit en 2025. Le remboursement du prêt participatif SIFA effectué le 30/06/2022 sera remboursé intégralement le 30/06/2030

1.7 Charges à Payer et Produits à Recevoir

Les produits à recevoir sont constitués pour 189 586 euros de ressources liées à la générosité du public et du mécénat privé dont le produit a été octroyé en 2025 à BSF mais dont l'encaissement interviendra en 2026. Le reste du compte est composé de divers produits à recevoir liés à des prestations à facturer.

Les charges à payer sont composés :

- Pour 152 325 € à des dettes fournisseurs et plus précisément à des factures non parvenues à la date de clôture ;
- Pour 358 797 € à des dettes fiscales et sociales relatives à l'activité courant de BSF ;

Produits à recevoir		
Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan		Montant
Autres créances		189 586
Total		189 586

Charges à payer		
Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan		Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		152 325
Dettes fiscales et sociales		358 797
Autres dettes		-
Total		511 122

1.8 Conversion de devises étrangères

Les créances et les dettes en devises sont valorisées aux taux moyens officiels à la date de comptabilisation. Il en résulte des écarts de conversion qui impliquent leur comptabilisation en gains et/ou pertes de change.

Les placements souscrits en devises étrangères, les avoirs en devises détenus en France et à l'étranger (comptes bancaires et caisses) sont valorisés aux taux moyens officiels du mois de l'opération. Il en résulte des écarts de change passés en gains et / ou pertes de change au compte de résultat.

1.9 Disponibilités

Les disponibilités sont composées des comptes de banques et caisses.

Les dons versés en chèques datés de l'exercice de clôture et reçus jusqu'en janvier de l'année suivante inclus, sont rattachés aux recettes de l'exercice clos et inscrits en produits à recevoir à la clôture de l'exercice.

1.10 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Lorsque des fonds issus de l'appel à la générosité du public, tels que ceux versés par des mécènes ou des donateurs, sont affectés à des projets définis, la part des ressources non utilisée à la clôture de l'exercice est

comptabilisée en charge dans le compte « Reports en fonds dédiés ». Cette écriture traduit l'engagement pris par BSF de poursuivre la réalisation des actions conformément à la volonté des contributeurs, avec pour contrepartie, au passif du bilan, l'inscription dans la rubrique « Fonds dédiés ».

Par ailleurs, lorsque des fonds alloués par des bailleurs institutionnels à des projets font l'objet d'un report formalisé (par exemple en raison d'un retard d'exécution donnant lieu à une demande d'allongement de la période d'éligibilité des dépenses), une ventilation est opérée entre les fonds dédiés et les produits constatés d'avance, selon la nature et le degré d'affectation des ressources.

Le montant des fonds dédiés est repris, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, par la contrepartie du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », inscrit au compte de résultat.

La pratique ci-dessus est un exercice important pour assurer à nos bailleurs de fonds, mécènes et donateurs que leurs fonds sont utilisés conformément aux spécifications des subventions, et que les fonds reçus par BSF ne sont pas mélangés pour une utilisation inéligible.

Conformément aux dispositions du règlement, la fraction des subventions d'exploitation pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite au passif en « Produits constatés d'avance ».

Le tableau suivant détaille les fonds dédiés par projets à la clôture de l'exercice.

VARIATION DES FONDS DÉDIÉS	À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements	Montant global	Dont Fonds Dédiés de projets sans dépense au cours des 2 derniers
Ressources liées à la générosité du public						
Projets France		-			-	
Projets Moyen-Orient	124 108	-	124 108		-	
	124 108	-	124 108	-	-	
Contributions financières d'autres organismes						
Afrique de l'Est	-	112 022	-		112 022	
Afrique de l'Ouest	41 836	50 308	41 836		50 308	
Asie	-	-	-		-	
France	-	669 144	-		669 144	
Europe	-	-	-		-	
Grands Lacs & Afrique Centrale	10 277	-	10 277		-	
Moyen-Orient	-	50 512	-		50 512	
	52 113	881 986	52 113	-	881 986	
Subventions						
Projets Afrique de l'Ouest	292 869		292 869		-	
Projets Amérique	-		-		-	
Projets Asie	-		-		-	
Projets France	41 009		41 009		-	
Projets Europe	43 193		43 193		-	
Projets Grands Lacs & Afrique Centrale	-		-		-	
Projets Moyen-Orient	223 080		223 080		-	
Projets Afrique Centrale	50 884		50 884		-	
	651 035	-	651 035	-	-	
TOTAL	827 256	881 986	827 256	-	881 986	

1.11 Provisions pour risques et charges

BSF applique les règles de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges. Ces provisions permettent de couvrir un risque ou une charge dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise.

Ainsi une provision est comptabilisée à la clôture si BSF a une obligation légale, contractuelle ou implicite à l'égard d'un tiers et dont il est probable qu'elle génèrera une sortie de ressources sans contrepartie future attendue.

Les montants provisionnés correspondent à la meilleure estimation des ressources nécessaires à l'extinction des obligations. Les provisions pour litiges sont déterminées sur la base de chaque dossier en fonction des procédures en cours, des réclamations formalisées et de leurs probabilités de réalisation.

1.12. Variation des Fonds propres au 31 décembre 2025

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	1 950 000				1 950 000
Ecart de réévaluation					
Réserves	628 961				628 961
Report à nouveau	35 551	- 1 265 729			- 1 230 178
Excédent ou déficit de l'exercice	- 1 265 729	1 265 729	- 800 587		- 800 587
TOTAL	1 348 783		- 800 587		548 196
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL					
TOTAL GÉNÉRAL	1 348 783		- 800 587		548 196

BSF a procédé à l'émission de 200 Titres Associatifs d'une valeur nominale de 10 000 € en date du 30/09/2022. 195 Titres Associatifs ont été souscrits. Ces titres portent un intérêt calculé sur leur montant nominal au taux d'intérêt fixe de 4,35% l'an, payable le dernier jour ouvré de chaque trimestre civil.

Conformément aux dispositions de l'article L. 213-9 du Code Monétaire et Financier, les Titres Associatifs seront amortis en totalité par remboursement à la Date de Remboursement. Celle-ci est le jour ouvré suivant la première Assemblée Générale de l'Émetteur postérieure au 17 octobre 2029 constatant la constitution depuis la Date de Jouissance et de Règlement des Titres Associatifs, d'excédents dépassant le montant nominal de l'émission, nets des déficits constitués durant la même période.

Dans le contexte de l'évolution du cadre comptable applicable aux titres associatifs, et afin de sécuriser leur classement en « autres fonds propres » conformément aux règlements ANC n° 2018-06 et n° 2024-07, BSF et les quatre porteurs de Titres Associatifs ont signé le 10 juin 2026 un avenant au Contrat d'Émission. Cet avenant, à caractère conservatoire, clarifie que le remboursement des Titres Associatifs intervient désormais à la seule initiative de l'Émetteur, lequel dispose d'une simple faculté et non d'une obligation de remboursement dès lors que les conditions financières sont réunies. Par ailleurs, une clause de revoyure permet aux parties d'examiner conjointement, entre le 1er mai et le 30 septembre 2029, un éventuel retour à la rédaction initiale du Contrat d'Émission, sous réserve de la stabilisation du cadre comptable et d'un avis favorable du Commissaire aux comptes.

2. Règles et méthodes comptables du compte de résultat

2.1 Présentation du compte de résultat

Le modèle de compte de résultat adopté par BSF est conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à BSF.

2.2 Subventions

Les subventions publiques octroyées au cours de l'exercice 2025 sont des subventions d'exploitation. Elles sont détaillées dans le tableau suivant :

Origine	Montant en €
Aide bilatérale étrangère	949 864
Coopération Monégasque	85 170
Gouvernement belge	710 925
Gouvernement ivoirien	153 769
Collectivités Locales ou Territoriales Françaises	65 967
Mairie de Paris	9 838
Centre National du Livre	56 129
Etat français	3 689 187
Agence Française de Développement	519 999
Ambassade de France au Burundi	385 854
Ambassade de France en RDC	52 784
Centre de Crise et de Soutien (MAEE)	2 427 705
Ministère de la Culture	46 820
Ministère de l'intérieur	226 025
Ministère des Outre-mer	30 000
Organisations Internationales	777 604
PAM	466 399
PNUD	238 353
UNFPA	37 086
UNHCR	35 766
Union Européenne	1 344 544
Commission Européenne	1 344 544
Total général	6 827 167

2.3 Reports et Utilisations des Fonds Dédiés

Les sommes inscrites sous la rubrique « Report en Fonds Dédiés » correspondent à l'augmentation du poste bilanciel « Fonds dédiés ». Elles sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des engagements, par le crédit du compte « Utilisation des Fonds Dédiés » générant la diminution du poste bilanciel « Fonds dédiés ».

2.4 Charges et produits constatés d'avance

Le détail des charges et produits constatés d'avance est présenté dans les tableaux suivants

Etat des charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	86 546
Total	86 546
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	6 734 837
Total	6 734 837

Détail des produits constatés d'avance par nature et par zone

géographique des projets

Catégorie / Géographie	Montant
Contributions financières (y.c. mécénat, fondations)	1 514 442
Afrique centrale	113 803
Afrique de l'Est	276 580
Afrique de l'Ouest	285 696
Asie	138 834
Europe	127 501
France	265 673
France - DOM TOM	209 593
Moyen-Orient	96 763
Subventions publiques françaises	2 712 145
Afrique centrale	48 017
Afrique de l'Est	264 156
Afrique de l'Ouest	94 956
Asie	332 461
France	202 935
France - DOM TOM	150 376
Moyen-Orient	1 619 244
Subventions publiques internationales	2 508 249
Afrique centrale	1 104 474
Afrique de l'Est	1 217 336
Europe	186 440
Total	6 734 837

2.5 Contributions Volontaires en Nature

Il s'agit de contributions réalisées par une personne physique ou morale apportant à BSF un travail, des biens ou services à titre gratuit nécessaires à la réalisation de l'objet de l'association. Les principales contributions volontaires dont bénéficie BSF correspondent à des dons de livres.

Le Bénévolat a été valorisé à 92 K€, correspondant à 458 bénévoles mobilisés pour un total de 5 637 heures. Les heures de bénévolat sont valorisées au SMIC horaire brut (16,39 €).

Les Dons et Prestations en nature sont constituées de :

- Le Mécénat de compétences de BNP PARIBAS pour 173 K€ et La Poste pour 22 K€ ainsi que divers autres Mécénats valorisés à 10 K€.
- Le don de livres de plusieurs enseignes et maison d'éditions pour 2 444 K€

- Les abandons de note de frais de bénévoles à hauteur de 9 K€

3. Autres informations

3.1 Honoraires du CAC

Les honoraires du commissaire aux comptes DELOITTE au titre de sa mission légale s'élèvent sur l'exercice à 20 360 € hors taxes.

3.2 Effectifs

Les effectifs exprimés en Equivalent Temps Plein (ETP) mentionnés ci-après correspondent au personnel travaillant pour BSF en France et sur ses terrains d'intervention.

Les effectifs de BSF au 31 décembre 2025 sont de 62,28 ETP contre 70,57 ETP en 2024 et 62,85 ETP au 31 décembre 2023.

3.3 Frais relatifs au Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'Administration de BSF ne perçoivent aucune rémunération. Des frais de mission et de représentation peuvent leur être remboursés avec l'accord du Conseil. Pour l'année 2025, seul le Président a vu certains de ses frais remboursés pour un montant total de 6 602,04 €. Ces frais correspondent en grande partie à des frais de déplacement et représentation.

3.4 Trois premières rémunérations brutes versées en 2025

Le total des trois rémunérations brutes les plus élevées versées en 2025 s'élève à 225 560 €.

3.5 Activité lucrative de BSF

Les Produits générés par l'activité lucrative de BSF ont représenté 370 K€. Il s'agit principalement des refacturations de frais de présidence à KAJOU, des commissions sur les

ventes de livre, et les commissions de management et autres items à Solibri.

Sur la même période les charges ont représenté 295 K€. Le résultat sectorisé est ainsi excédentaire de 75 K€ en 2025.

3.6 Filiales et participations

BSF possède la filiale Kajou dont elle détient 52 % de la quote-part, ainsi que la SAS Solibri, dont elle détient 100% des parts. BSF ne possède pas de participations.

KAJOU a enregistré un déficit de 447 K€ et SOLIBRI a enregistré un déficit de 390 K€.

Etat exprimé en euros - 31/12/2025	Capital Social	Quote-part détenue en %	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés			
FILIALES (plus de 50%)			
KAJOU	9 397 €	51.60%	-446 958 €
SOLIBRI	968 463 €	100%	-390 268 €
PARTICIPATIONS (10 à 50%) : néant			
B. Renseignements globaux	N/A		
Filiales non reprises ci-dessus			
Participations non reprises ci-dessus			

3.7 Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Allemagne	150 000
Belgique	697 084
Côte d'Ivoire	153 769
Hollande	195 367
Italie	110 409
Luxembourg	62 000
Monaco	85 170
Suisse	124 090
Union Européenne	1 518 516
USA	869 309
Total	3 965 715

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que Bibliothèques Sans Frontières doit établir en application de l'article 434-3 du règlement N° 2022-04 du 30 juin 2022 est mise à disposition du public au siège de l'Association, situé 8-10 Rue de Valmy 93100 Montreuil, selon les modalités suivantes : Direction Administrative et Financière et sur son site internet : www.bibliosansfrontieres.org.

4. Compte d'Emploi annuel des Ressources (CER) & CROD

Compte d'emploi annuel des ressources (CER)

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
DE L'EXERCICE	RESSOURCES DE L'EXERCICE				
1. MISSIONS SOCIALES	1 155 217	1 559 759	1. RESSOURCES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	1 180 460	1 822 868
1.1 Assistance aux populations et amélioration des compétences locaux			1.1 Cotisations sans contrepartie	1 047	4 490
Réalisées en France			1.2 Dons, legs et mécénat		
- Actions réalisées par l'organisme	403 233	195 348	- Dons manuels	428 427	540 694
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	- Legs, donations et assurances-vie	-	-
Réalisées à l'étranger			- Mécénat	750 986	1 277 683
- Actions réalisées par l'organisme	456 702	1 172 019	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-			
1.2 Traitement et redistribution de livres	295 282	192 391			
1.3 Information et sensibilisation du public	-	-			
1.4 Recherche et Développement	-	-			
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	140 186	156 215			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	140 186	156 215			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-			
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	-	-			
TOTAL DES EMPLOIS	1 295 403	1 715 974	TOTAL DES RESSOURCES	1 180 460	1 822 868
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	124 108	3 - UTILISATION DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	114 943	17 214
EXCEDENT DE LA GÉNEROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-	-	DÉFICIT DE LA GÉNEROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-	-
TOTAL	1 295 403	1 840 082	TOTAL	1 295 403	1 840 082
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GP EN DÉBUT	0	0
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets	0	0
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GP EN FIN	0	0

Compte de résultat par origine et destination :

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 180 460	1 180 460	1 822 868	1 822 868
1.1 Cotisations sans contrepartie	1 047	1 047	4 490	4 490
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	428 427	428 427	540 694	540 694
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat	750 986	750 986	1 277 683	1 277 683
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	4 708 131		3 700 678	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	4 048 668		3 322 656	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	659 463		378 022	
Ventes	0		109 760	
Prestation de services	456 227		179 185	
Autres produits de gestion courante	175 798		28 176	
Produits financiers	27 438		60 901	
Produits exceptionnels	0		0	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	6 863 112		6 564 853	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0		0	
5 - UTILISATION DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	854 474	0	2 011 216	17 214
TOTAL PRODUITS	13 606 178	1 180 460	14 099 615	1 840 082
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSION SOCIALES	11 618 867	1 155 217	12 422 301	1 559 759
1.1 Assistance aux populations et amélioration des compétences locales				
Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	1 501 988	403 233	1 544 897	195 348
- versements a un organisme central ou a d autres organismes	34 880		99 500	
agissant en France				
Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	7 946 801	456 702	8 127 128	1 172 019
- versements a un organisme central ou a d autres organismes	1 139 454		1 879 279	
agissant à l'étranger				
1.2 Traitement et redistribution de livres				
Actions réalisées en France	295 282	295 282	192 391	192 391
Actions réalisées à l'étranger				
1.3 Information et sensibilisation du public				
Actions réalisées en France	124 612		207 547	
Actions réalisées à l'étranger				
1.4 Recherche et Développement				
Actions réalisées en France	575 849		371 560	
Actions réalisées à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	736 282	140 186	921 516	156 215
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	140 186	140 186	156 215	156 215
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	596 096		765 301	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 142 411		1 194 272	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	0		0	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	909 204	0	827 256	124 108
TOTAL CHARGES	14 406 765	1 295 403	15 365 344	1 840 082
EXCEDENT OU DEFICIT	-800 587		-1 265 730	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024		EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Réalisées en France	2 699 319	2 450 347	Bénévolat	92 415	90 739
Réalisées à l'étranger	-	-	Prestation en nature	224 322	378 708
2 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	61 577	32 218	Dons en nature	2 444 159	2 013 118
3 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	-	-			
TOTAL	2 760 896	2 482 565	TOTAL	2 760 896	2 482 565

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	92 415	92 415	90 739	90 739
Prestation en nature	224 322	224 322	378 708	378 708
Dons en nature	2 444 159	2 444 159	2 013 118	2 013 118
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	2 760 896	2 760 896	2 482 565	2 482 565
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	2 699 319	2 699 319	2 482 565	2 482 565
Réalisées à l'étranger		-		-
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	61 577	61 577		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
		-	11 836	11 836
TOTAL	2 760 896	2 760 896	2 494 401	2 494 401

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions Sociales								Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionneme nt	Report en fond dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Assistance aux populations et amélioration des compétences locaux				Traitement et redistributio n de livres (France)	Information et sensibilisati on du public (France)	Recherche et Développement		Générosité du public	Autres ressources			
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger				Réalisées en France	Réalisées à l'étranger					
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes			par l'organisme	par l'organisme					
Achats de marchandises	47 603		110 696				34 865		144	7 245	7 401		207 954
Variation de Stock	55 534		217 125				1 102			3 168	-		276 929
Autres Achats et charges externes	599 866		4 810 806		162 330		62 384		140 043	132 537	516 290		6 424 255
Aides financières		12 500		1 042 330						-	8 599		1 063 429
Impôts, taxes et versement assimilés			521 906								(23 972)		497 934
Salaires et traitements	551 024		1 619 981		91 691	85 939	328 773			310 974	207 292		3 195 674
Charges sociales	247 961		497 366		41 261	38 673	147 948			139 938	113 689		1 226 835
Dotations aux amortissements et dépréciations			61 667								22 580		84 247
Dotations aux provisions													-
Reports en fonds dédiés												909 204	909 204
Autres charges	22 380		97 605				776			2 234	162 687		285 682
Charges financières			106 734								127 886		234 621
Charges exceptionnelles													-
Paricipations des salariés aux résultats													-
Impôt sur les bénéfices													-
TOTAL	1 524 368	12 500	8 043 886	1 042 330	295 282	124 612	575 849	-	140 186	596 096	1 142 451	909 204	14 406 765

4.1 Principes, règles et méthodes retenues

Conformément aux dispositions du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, l'annexe des comptes annuels incluent les états suivants :

- Un compte de résultat par origine et destination ;
- Un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) ;
- Les informations nécessaires à leur bonne compréhension.

Le compte de résultat par origine et par destination présente une ventilation des produits et des charges en distinguant au niveau des :

- Produits : les produits liés à la générosité du public, les produits non liés à la générosité du public, les subventions et autres concours publics, les reprises sur provisions et dépréciations, et les utilisations des fonds dédiés antérieurs
- Charges : les missions sociales, les frais de recherche de fonds, les frais de fonctionnement, les dotations aux provisions et dépréciations, l'impôt sur les bénéfices, les reports en fonds dédiés de l'exercice.

Les charges affectées aux missions sociales comprennent les coûts directement liés aux activités et services rendus pour réaliser ces missions (par exemple les frais de personnel directs, les fournitures et services extérieurs engagés pour réaliser les missions). Elles comprennent également les coûts indirects qui sont engagés pour réaliser les activités et services rendus au titre des missions sociales.

L'identification des coûts directs est réalisée à partir de la comptabilité analytique. Celle-ci reflète, au travers de centres de coûts distincts, les dépenses des différents services.

Concernant les coûts indirects, des clés de répartition sont utilisées pour ventiler les charges entre les différentes rubriques. La principale clé utilisée pour ventiler les activités des entités par rubrique d'emplois est le temps passé par personne pour les activités des équipes des directions support (logistique, finances, communication, partenariats, etc.).

Le CER présente l'emploi des seuls fonds issus de la générosité du public, en reprenant les mêmes clés de répartition que celles utilisées pour ventiler l'emploi des fonds entre les différentes du compte de résultat par origine et par destination.

4.2. Les emplois

Ventilation comptable des missions sociales

L'Association BSF a pour missions selon ses statuts de promouvoir partout dans le monde l'accès à l'information, à la culture et à l'éducation pour tous, par l'appui aux bibliothèques sous toutes leurs formes et aux filières du livre, la conception d'outils de diffusion de l'information et de l'éducation, la création de ressources et de contenus pédagogiques et la formation des porteurs de projets culturels et éducatifs.

Ces activités se répartissent en trois grandes catégories de missions sociales : (1) l'assistance aux populations et l'amélioration des compétences locales en matière de diffusion de la connaissance, (2) l'information et la sensibilisation du public sur les enjeux liés à la circulation et l'accès à la connaissance au niveau mondial ainsi que (3) la recherche et le développement dans le domaine des

technologies et de services de diffusion de la connaissance.

Détail des missions sociales

1. L'assistance aux populations et l'amélioration des compétences locales en matière de diffusion de la connaissance.

Cette mission sociale correspond aux opérations menées sur le terrain en France et à l'étranger et aux activités du siège pour la part concernant la mise en œuvre de ces opérations.

Sont rattachées à cette mission sociale :

- Les interventions directes (équipes nationales et internationales en poste sur les terrains, approvisionnements logistiques, soutiens administratifs locaux)
- Les activités de support aux opérations qui regroupent le pilotage, la coordination, l'évaluation des programmes, et l'appui technique fourni aux missions dans les domaines éducatif, technique et technologique, financier et ressources humaines (y compris recrutement, gestion administrative et formation). Ce support est déployé depuis le siège de Montreuil et l'équipe de la base logisitique d'Epône.
- Les versements effectués en faveur d'autres organismes qui apportent à BSF un concours opérationnel sur les terrains.

2. L'information et la sensibilisation du public sur les enjeux liés à la

circulation et l'accès à la connaissance au niveau mondial

Cette mission sociale correspond aux actions de témoignage, de plaidoyer et de communication centrées sur les activités de l'Association et leurs contextes visant à informer et sensibiliser le public.

Sont rattachées à cette mission sociale :

- Les activités du département de la communication pour la part dédiée à ces actions
- Les publications et des films relatant les situations de terrain, les dépenses liées aux expositions thématiques itinérantes, aux rencontres avec la presse, etc

3. La recherche et le développement dans le domaine des technologies et de services de diffusion de la connaissance.

Depuis quinze ans, Bibliothèques Sans Frontières travaille sans relâche à renforcer la capacité d'agir des populations les plus vulnérables. Pour ce faire, la recherche et le développement d'outils innovants et de technologies a toujours été au cœur de notre démarche. Ces activités pilotées par la Direction de l'éducation, de la recherche et de l'impact d'une part et la direction des outils et du numérique d'autre part sont réunies dans une entité dénommée Le Lab. Les principales dépenses de R&D concernent les actions relatives au renforcement du "Backbone de services" (catalogue d'activités, de contenus et de formation") ainsi que celles relatives au développement des technologies d'« internet offline. ».

Détail des frais de recherche de fonds

Les frais de recherche de fonds distinguent les coûts associés à l'appel à la générosité du publi (entreprises et particuliers) et les frais de recherche de subventions ou concours publics auprès des agences d'Etat d'aide humanitaire (également appelés financements institutionnels).

Les frais d'appel à la générosité du public découlent des actions mises en œuvre par BSF pour solliciter auprès des entreprises et des particuliers les actions de mécénat et les dons nécessaires à la mise en œuvre des missions sociales, ainsi que les frais de traitement des dons et du mécénat (traitements manuels, informatiques et bancaires).

Détail des frais de fonctionnement

L'administration et le fonctionnement général de BSF sont assurés depuis le siège par la direction générale, la direction des ressources humaines, la direction financière, et les services de fonctionnement interne (ressources humaines siège, communication interne, secrétariat général).

4.3 Détail des ressources

Définition des ressources collectées auprès du public

Les ressources collectées auprès du public comprennent les cotisations, les dons manuels et la quote-part de générosité reçue d'autres organismes.

Les ressources collectées auprès du public reçues des autres associations nationales du réseau BSF sont déclarées par celles-ci.

Suivi des ressources collectées auprès du public

L'ensemble des ressources a vocation à financer l'ensemble des emplois et des investissements. Les affectations prioritaires de ressources sont régies par les trois principes suivants :

- Dans le respect de la volonté des donateurs, les ressources affectées sont intégralement allouées aux dépenses concernées (par exemple : dons dédiés à une urgence ou à une thématique particulière)
- Dans le respect des engagements contractuels, les ressources sont allouées aux dépenses concernées conformément aux clauses contractuelles (par exemple : financements institutionnels).
- Les dépenses engagées pour le compte d'autres acteurs (associations nationales du réseau BSF ou autres ONG) sont financées par les ressources générées par ces activités (par exemple : refacturations aux associations nationales).

Les ressources de générosité publique non encore utilisées après application de ces différents principes sont allouées en priorité au financement des frais d'appel à la Générosité du Public, puis en cas de reliquat aux emplois restant à financer (y compris les acquisitions d'immobilisations de l'année) à hauteur de ce que représentent dans le total des ressources non encore utilisées, les seules ressources collectées auprès du public.